

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

BUREAUX
 ROUBAIX. - 60-71, Grande-Rue. Tél. 327.52, 327.53 et 327.54.
 TOURCOING. - 21, rue Carnot. Tél. 57.
 LILLE. - 3, rue Faidherbe. Tél. 539.51.
 L'ARRAS. - 28, boulevard Potemkine. Tél. Foyennes. 77.54.
 MOUScron. - 105, rue de la Station. Tél. 144.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Rebours
 Alfred Rebours
 Madame Alfred Rebours

Visitez la BELGIQUE
 au moyen de
 Cartes de Circulation de 5, 10 ou 15 jours
 comportant des réductions sensibles sur les prix ordinaires
OFFICE DES CHEMINS DE FER BELGES
 14, rue de la Station - PARIS

M. BALDWIN partira-t-il ?

Il a été beaucoup question depuis quelque temps du malaise politique anglais, du désarroi de l'opinion publique et des difficultés croissantes du gouvernement. On a même envisagé l'éventualité d'une crise ministérielle et d'un renouvellement prochain du Parlement élu en novembre 1935. M. Baldwin a été mis en cause et certains ont parlé de son imminent départ devant l'hostilité d'un groupe influent du parti conservateur. Ces jugements et ces pronostics me semblent vraiment témoigner d'une grande témérité.

Qu'un malaise existe, nul ne saurait le contester. Les débats parlementaires, les questions posées presque chaque jour aux Communes et les commentaires des journaux en sont l'indiscutable manifestation. Chacun se plaint de l'incertitude dans laquelle se trouve le pays quant à sa politique extérieure notamment et on reproche assez fréquemment au premier ministre de ne pas éclairer suffisamment l'opinion. Beaucoup déplorent en particulier la lenteur que subit le programme de réarmement et les hésitations qui met le cabinet à fixer son attitude vis-à-vis des sanctions, de la Société des Nations et de l'avenir des mandats coloniaux. Si on ajoute à cela que le gouvernement a essuyé des échecs ou des demi-échecs aux Communes sur des problèmes d'ordre intérieur tels que l'égalité des salaires des fonctionnaires des deux sexes ou l'amalgamation des exploitations charbonnières, on peut comprendre aisément le mécontentement qu'a suscité depuis quelques mois l'action gouvernementale et la diminution d'autorité morale qui en est résultée pour M. Baldwin.

Mais il convient de ne pas confondre le prestige personnel du chef du gouvernement et sa position politique. Ce prestige a beau subir une éclipse dont on n'oserait affirmer, au surplus, qu'elle est complètement justifiée, M. Baldwin conserve à la tête du gouvernement une très forte position.

Ceux qui le critiquent le plus âprement en conviennent d'ailleurs, mais ajoutent avec une pointe de cynisme que sa force est faite surtout de l'absence d'un postulant de classe pour sa succession. C'est M. Neville Chamberlain qui paraît l'homme désigné pour le remplacer. Le chancelier actuel de l'Échiquier est, sans nul doute, un bon administrateur, mais il lui manque cette force magnétique qui fait vraiment les conducteurs d'hommes et nul ne s'acharne à le pousser au premier plan. Il y a peut-être une part de vérité dans cette explication, mais elle ne suffit pas à rendre compte de la force réelle que conserve le premier ministre devant son Parlement. Cette force, qui

s'est exprimée récemment par l'indifférence avec laquelle il a traité les critiques dont il est l'objet et son appel sans affectation au loyalisme de ses troupes, il faut en chercher les raisons dans l'ascendant moral de l'homme et dans l'esprit d'une politique qui vise à l'union des partis dans l'intérêt national.

Aux yeux du pays tout entier, M. Baldwin incarne les qualités que tout Anglais attribue à sa race: L'impeccable dignité de la vie privée, la simplicité des manières, la modestie de bon aloi, l'esprit de désintéressement et un je ne sais quoi de solide et de sûr qui inspire confiance. On le sait passionnément épris de paix et nul autre que lui n'eût pu, comme il l'a fait, rallier le pays à un effort d'ensemble pour combler les lacunes de l'organisation de la défense. Les premiers discours qu'il prononça en 1934 pour signaler le danger auquel s'était exposé le pays en pratiquant le désarmement unilatéral retentirent dans tous les cœurs comme des cris d'alarme et ce fut pour procéder à un réarmement approprié de la nation qu'il sollicita, en novembre dernier, et avec le succès que l'on sait, les suffrages de ses concitoyens.

Jean DUMAS.

(Lire la suite page 2.)

L'aggravation de la tension sino-japonaise

Tientsin, 1^{er} juin. — La tension dans la Chine du Nord continue à s'aggraver. En effet, le maire de Tientsin, Haisao Chey Ying, est revenu dans cette ville en dépit des injonctions japonaises. Il est déterminé à s'opposer à leurs prétentions et, déjà, les officiers supérieurs de la 29^e Armée, commandée par Song Chek Yuan, ont décidé de refuser d'accéder à la demande des Japonais, qui sollicitaient leur démission.

D'autre part, les étudiants chinois ont proclamé une grève de trois jours pour protester contre le renforcement des effectifs japonais à Tientsin qui ont été portés à dix mille hommes. Aussi attend-on en Chine avec beaucoup d'inquiétude la prochaine décision des autorités militaires japonaises.

— Le fils du compositeur Mascagni, de l'Académie italienne, Edouard, qui s'était engagé comme volontaire en Afrique orientale, vient de mourir à l'âge de 39 ans. Il avait contracté la semaine dernière une maladie et avait été hospitalisé à Amara. — Les « Journées d'études franco-italiennes » ont été inaugurées à la Cité universitaire de Rome par M. Balbino Giuliano, président de la Commission nationale italienne pour la coopération intellectuelle.

La seizième législature de la III^e République est entrée en fonctions



M. SALLÈS PRONONÇANT SON DISCOURS.

Paris, 1^{er} juin. — La seizième législature a commencé sa carrière. La nuit dernière, les douze coups de minuit ont marqué en même temps que la fin des pouvoirs de la Chambre de 1932, l'entrée en fonctions de celle qui lui succède.

Rarement, en tout cas, veille de rentrée aura été aussi calme au Palais Bourbon. On s'attendait à trouver des couloirs fébrilement animés comme on les a toujours connus avant les débuts d'une nouvelle législature. C'est dire combien fut grand l'étonnement des journalistes présents dimanche à la Chambre devant ce salon des Quatre-

Colonnes absolument désert et cette salle des Pas-Perdus que traversaient de loin en loin quelques rares parlementaires. Le règlement prévoit que les fonctions de secrétaire sont remplies, en attendant l'élection du bureau définitif, par les six plus jeunes membres de l'Assemblée: Ce sont, rappelons-le: MM. André François-Albert, Tanguy-Prigent, Michard-Pellissier, François Valentin, Lejeune et Serandour.

Le doyen d'âge et sa jeune escorte de secrétaire, autrement dit le bureau d'âge restent en fonctions jusqu'à l'élection du nouveau bureau, après la validation des pouvoirs des nouveaux députés.

Les dossiers électoraux ont été répartis entre onze bureaux tirés au sort qui, du fait que la Chambre compte 618 députés, se trouvent composés de 56 membres chacun.

La candidature de M. Herriot à la présidence de la Chambre

M. Edouard Herriot, interrogé dans les couloirs, a confirmé son intention de laisser poser sa candidature à la présidence de l'Assemblée: « Je ne serai candidat, a-t-il ajouté, que si je suis désigné comme tel par les groupes de gauche et je n'envisage pas d'autre hypothèse. »

M. Fernand Bouisson n'entrera pas en compétition avec l'ancien président du Conseil

La délégation des gauches doit se réunir mardi matin pour désigner les candidats du Front populaire au bureau de la Chambre, mais il est possible que cette réunion soit ajournée.

M. Sallès, doyen d'âge ouvrant la session de la nouvelle Chambre a fait un appel à la réconciliation des Français

et a exprimé un vœu ardent en faveur de la paix internationale

M. Herriot est candidat à la présidence de l'assemblée

LES PAROLES DU DOYEN:

« Nous pourrions nous croire garantis contre le retour de la guerre si les peuples étrangers étaient aussi sincères que nous dans les déclarations qu'ils multiplient à l'envi pour se défendre de toute intention agressive. »

« Cette paix que nous souhaitons pour le bonheur du monde, il est logique et nécessaire que nous commencions par l'instaurer chez nous. »

« La France serait toujours le plus beau pays sous le ciel si ses enfants consentaient à s'unir. »

Si elle a lieu, les communistes et les radicaux-socialistes mettront en avant la candidature de M. Edouard Herriot.

De son côté, M. Fernand Bouisson n'a pas fait connaître officiellement l'attitude qu'il adopterait au cas où la députation des gauches présenterait la candidature de M. Edouard Herriot, mais il apparaît que le président sortant n'entrerait pas en compétition, car il a toujours exprimé l'avis que la fonction présidentielle doit être tenue en dehors des luttes politiques, pour conserver à son titulaire sa pleine indépendance et son entière impartialité. C'est d'ailleurs seulement mercredi que le groupe socialiste est convoqué pour désigner ses candidats au bureau et il est possible que mardi, à la réunion de la délégation des gauches, ses représentants ne se trouvent pas mandatés pour se prononcer sur une candidature unique.

La démission du Cabinet Sarraut

Quand cette nomination aura-t-elle lieu? Et sera-t-elle précédée ou suivie de la démission du Cabinet Sarraut? Il en est qui affirment qu'il serait dans les intentions du président du Conseil de se démettre du pouvoir dès mardi. D'autres estiment, au contraire, que M. Albert Sarraut attendra pour se rendre à l'Élysée que le bureau de la Chambre soit constitué et installé. Si, comme tout le laisse prévoir, M. Albert Sarraut allait remettre mardi sa démission au chef de l'État, c'est mercredi que, pour gagner du temps, les membres de l'Assemblée nommeraient — au scrutin secret, rappelons-le — leur président, six vice-présidents, douze secrétaires et trois questeurs. (Lire la suite page 2.)

LES SOUS-OFFICIERS DE RÉSERVE réunis en congrès à Verdun sous la présidence du général Niessel

affirment dans un télégramme au Chef de l'État leur volonté de consentir tous les sacrifices nécessaires pour la sécurité de la patrie

Verdun, 1^{er} juin. — Au cours des travaux de leur cinquième congrès national, les sous-officiers de réserve réunis lundi matin à l'Hôtel de Ville de Verdun, sous la présidence du général Niessel, président de la Fédération nationale, ont adressé le télégramme suivant au président de la République, aux ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Air, ainsi qu'au maréchal Pétain, au général Gamelin et au général Dossé, inspecteur général des écoles de perfectionnement des sous-officiers de réserve.

« La Fédération nationale des amis de sous-officiers de réserve, groupant sept cents amicales réunies à Verdun, à l'occasion du vingtième anniversaire de la bataille, sous la présidence du général Niessel, vous adresse l'assurance de respectueux dévouement de ses membres et de leur volonté de consentir tous les sacrifices nécessaires pour la sécurité de la patrie. »

Le congrès a fait choix de la ville de Nice pour y tenir ses assises en 1937 et a approuvé le principe d'un voyage avec congrès à Tunis, un mois auparavant pour la première fois depuis la fondation de la fédération.

Le congrès a aussi émis un vœu sur le statut des sous-officiers de réserve et un vœu sur l'utilisation des sous-officiers de réserve, non immédiatement mobilisables, dans les formations de protection des populations civiles.

Un banquet de 1.200 couverts a eu lieu à la Citadelle Haute, sous la présidence du général Niessel, qui avait à ses côtés le général Georges, sous-chef d'état-major général de l'armée

LA CONSTITUTION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT BELGE N'APPARAÎT PAS AISÉE

M. van Zeeland décline la mission que le Roi lui avait offerte

Le Souverain recevra aujourd'hui M. Vandervelde

Un quatrième parti sera-t-il appelé à participer au pouvoir? Le Congrès socialiste déclare que le parti n'accordera sa confiance qu'à un gouvernement résolu « à barrer la route au fascisme incarné par le Rexisme »

LES TENTATIVES POUR UN « FRONT POPULAIRE »

Bruxelles, 1^{er} juin. — Contrairement à ce qu'on avait cru, le Roi a reçu lundi, et non mardi, deux anciens premiers ministres, MM. Carton de Wiart et Theunis.

M. Carton de Wiart croit au retour d'un ministère d'union nationale et, d'après lui, il ne faut pas exclure la participation au gouvernement d'un quatrième parti; le nouveau ministère établirait un programme restreint sur lequel tous les partis représentés au pou-

voir seraient d'accord et qu'ils s'engageraient tous à respecter. M. Carton de Wiart a laissé entendre qu'un contentieux administratif serait constitué. Il a émis l'idée que nous avons signalé en commentant les consultations royales, que les anciens partis choisis comme ils le sont aujourd'hui, doivent être modifiés et ont fait leur temps. Quel est le quatrième parti auquel a fait allusion M. Carton de Wiart, en sortant de l'audience royale? (Lire la suite page 3.)

Le conflit de la métallurgie dans la banlieue parisienne est en voie d'apaisement

Paris, 1^{er} juin. — Le bureau de l'Union syndicale de la métallurgie de la région parisienne s'est réuni lundi matin, à la Maison des syndicats, rue de la Grange-aux-Belles.

A la suite de sa réunion, le bureau de l'Union syndicale a publié un communiqué aux termes duquel il déclare qu'après la conférence de dimanche, deux accords de principe ont eu lieu concernant le droit syndical et l'institution des délégués d'ateliers. Il reste à préciser les modalités pratiques d'application.

Les entretiens vont donc se multiplier pour permettre au plus tard jeudi 4 juin, que l'examen et l'établissement du contrat soient achevés.

Il ne reste que quelques usines encore occupées et où des négociations particulières entre la direction et le personnel continuent, mais le conflit est en voie d'apaisement.

En dehors des établissements métallurgiques, d'autres usines se sont mises en grève, notamment les cordiers d'Ivry, les produits chimiques de Saint-

Denis et la Société des maîtres colporteurs de Saint-Denis.

Dans plusieurs blanchisseries, à Boulogne, Grenelle et Ivry, qui avaient fait grève, des accords ont été conclus.

La conférence des délégués des organisations ouvrières et patronales constituée pour l'établissement d'un contrat collectif de travail dans les industries métallurgiques et mécaniques, s'est réunie à 17 heures, sous la présidence de M. Frossard, ministre du Travail. La conférence a adopté les textes relatifs au droit syndical et à la liberté de l'opinion élaborés par la sous-commission instituée dans la séance précédente. Adoptant la même méthode pour les autres questions, elle a décidé, sur la proposition du ministre, la constitution de quatre sous-commissions mixtes chargées respectivement de rechercher les bases d'un accord sur chacun des points ci-après: institution d'un délégué d'atelier, salaires, durée du travail et de vacances payées, dispositions générales annexes.

Le Congrès socialiste de Paris approuve la prise du pouvoir par les représentants du parti et exprime le regret que les communistes refusent de participer au gouvernement de Front populaire

MM. LEBAS ET COUTEAUX (à gauche) ET SALENGRO (à droite) PENDANT LE CONGRÈS.



MM. LEBAS ET COUTEAUX (à gauche) ET SALENGRO (à droite) PENDANT LE CONGRÈS.

Paris, 1^{er} juin. — La séance du matin de la troisième journée du Congrès socialiste s'ouvre, à 10 h. 20, avec un retard de plus d'une heure sur l'horaire primitivement fixé. M. le Troquier, nouvel élu socialiste de la Seine, préside. M. Marcel Fivert proteste tout d'abord contre la suppression de deux séances du congrès et demande qu'une assemblée extraordinaire se réunisse avant la fin de l'année pour examiner les premiers résultats de l'expérience du Front populaire. La proposition du délégué de la Seine

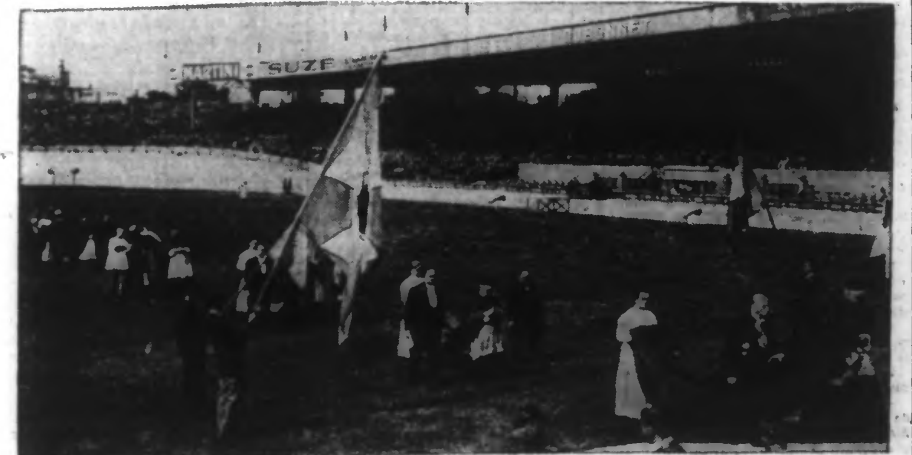
est renvoyée à l'étude de la commission de résolution. Un long dialogue s'installe entre M. Bracke d'une part, et M. Paul Faure, de l'autre, au sujet de l'envoi dans les fédérations avant le congrès, des motions représentant les diverses tendances politiques du congrès, et qui vont être examinées à la commission des résolutions en vue de la rédaction de l'ordre du jour final. Divers orateurs se succèdent à la tribune. M. Lagorgette (Seine) signale le danger

La cérémonie de clôture des fêtes du cinquantenaire de l'Association catholique de la Jeunesse française

LES CARDINAUX LIÉNART ET VERDIER DONNENT A LA JEUNESSE LES CONSIGNES DE L'ÉGLISE :

TRACER LA ROUTE DE LA PAIX ; ENSEIGNER ET PRÊCHER

L'évêque de Lille montre que les jeunes catholiques « peuvent opposer une force pure et puissante à ceux qui veulent eux aussi renouveler le monde mais en construisant une cité sans Dieu »



L'ARRIVÉE DES CARDINAUX AU PARC DES PRINCES.

(Ph. Franco-Press.)

(Lire la suite page 2.)